

Qu'avons-nous obtenu? Ce qui nous inquiète, ce n'est pas le nombre des mises en chantier. Comme le premier ministre l'a dit aujourd'hui, c'est le nombre de logements achevés en une seule année et l'élévation des prix de ces maisons une fois achevées qui comptent.

N'oublions pas que la taxe de 11 p. 100 imposée par le gouvernement est un des principaux facteurs qui a fait monter les prix des maisons au point qu'ils n'étaient plus abordables pour les Canadiens ordinaires. Plus la valeur s'accroît, plus la taxe est élevée. Une maison qui valait \$12,000, il y a cinq ans, se vend \$16,000 aujourd'hui, et la taxe s'applique aux \$16,000. Il va de soi que la taxe augmente proportionnellement aux prix.

Nous savons tous qu'il faut faire quelque chose au sujet des problèmes urbains. Nous savons qu'il faut un ministre avec qui les provinces peuvent traiter, un ministre à qui les provinces peuvent soumettre leurs problèmes, un ministre que les municipalités peuvent consulter. Un nouveau ministre sera chargé de l'habitation, du moins je l'espère. Je ne lui envie pas cette fonction, car il aura le même problème que l'ancien ministre, celui d'intéresser le gouvernement aux questions pratiques et quotidiennes, comme celle de faire de notre pays un endroit où il fait bon vivre.

Ce n'est pas le ministre des Transports qui est en cause ici, ni le fait de sa démission. La discussion porte sur le premier ministre et la politique ou le manque de politique qui a provoqué cette démission. C'est au premier ministre d'expliquer à la Chambre quelle est sa politique. Nous ne voulons pas des demi-vérités fades d'hier, mais un compte rendu honnête et complet du programme du gouvernement touchant le logement, le programme qu'il a pour mettre à la disposition des municipalités des prêts pour le groupement de terrains, son programme pour combattre la pollution et le fléau du dépérissement des villes. C'est la seule façon pour le premier ministre de régler cette situation.

A-t-il un programme, oui ou non? Si oui, quel est-il? Nous attendons depuis une bonne année que le gouvernement nous indique qu'il est conscient des problèmes dans ces domaines et qu'il faut faire quelque chose. Rien ne laisse croire que le gouvernement ait simplement reconnu les problèmes. Évidemment, s'il ne les reconnaît pas, il ne peut pas les résoudre.

La question est simple. Le premier ministre et le ministre des Transports ne peuvent avoir raison tous les deux. Un des deux a tort. Si ce que le ministre a dit est vrai, savoir que le premier ministre ne veut pas s'occuper de certains des problèmes les plus

graves et urgents qui assaillent les habitants de toutes les provinces du Canada, il devrait le dire et exposer la question au peuple. Si le premier ministre croit que la constitution empêche le gouvernement de collaborer avec les provinces ou de montrer la voie dans les domaines du logement, de la lutte contre la pollution, des transports urbains, de la lutte contre les taudis—et c'est de cela que les provinces l'accusent—que le premier ministre le dise franchement et honnêtement, et qu'il défère la question au peuple, afin que les Canadiens décident s'ils veulent que le gouvernement montre la voie dans ces domaines.

Qu'il s'en remette au peuple et nous verrons si le peuple croit l'explication boiteuse, hésitante et embrouillée du premier ministre, ou bien l'exposé clair et concis du ministre des Transports. La question a tellement d'importance pour l'avenir du pays que c'est au peuple de se prononcer.

**Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway):** Monsieur l'Orateur, à mon grand regret, j'ai été obligée de manquer une grande partie du débat d'aujourd'hui. Je sais qu'on a déjà dit beaucoup de choses à ce sujet et que bien des faits et bien des chiffres ont été cités, mais, venant du littoral du Pacifique, je crois pouvoir parler au nom de ceux de l'Ouest pour qui la crise du logement existe, je dirais même, pour qui la crise du logement existe depuis longtemps. Bien des gens seront bouleversés et déçus lorsqu'ils entendront ou liront les paroles que le premier ministre (M. Trudeau) a prononcées ici cet après-midi, lorsqu'il a dit qu'à son avis il n'y avait pas de crise du logement au Canada à l'heure actuelle. Il n'y en a pas pour le premier ministre, il n'y en a pas pour la plupart d'entre nous ici à la Chambre et il n'y en a pas pour un grand nombre de Canadiens, car cette crise du logement découle essentiellement d'une crise de revenus, et les gens qui ont les moyens de payer un loyer élevé ou de s'acheter une maison convenable sont en mesure de le faire. Quant aux autres, les deux-tiers des Canadiens, dont les revenus sont inférieurs à \$7,500, il existe bel et bien une crise du logement, et elle est de plus en plus grave à mesure que l'on descend dans l'échelle des salaires.

Ce n'est pas la première fois que le premier ministre nous dit que la crise du logement n'existe pas. Il l'a dit l'automne dernier dans le discours du trône, qui ne renfermait aucune mention de l'un des problèmes majeurs que les Canadiens aient à envisager: le logement. D'ailleurs nulle initiative n'a été prise par la suite pour fournir des logements à ceux qui en ont besoin, à ceux dont le